

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 16/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STATION AUTOMOBILE NORMANDE

Rue Pierre Gamare
14130 Pont-L'évêque

Références : 2025-476
Code AIOT : 0005301073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement STATION AUTOMOBILE NORMANDE implanté RUE PIERRE GAMARE ZONE D'EMPLOIS ET DE SERVICES 14130 Pont l'Eveque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre d'une action coup de poing régionale "réduction des écarts majeurs" initiée en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION AUTOMOBILE NORMANDE
- RUE PIERRE GAMARE ZONE D'EMPLOIS ET DE SERVICES 14130 Pont l'Eveque
- Code AIOT : 0005301073

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mertz est spécialisée dans le transport de matières dangereuses en citernes et conteneurs. Sur le site de Pont-l'Évêque, outre le stationnement de véhicules, la société exerce une activité de lavage extérieur des véhicules et de lavage intérieur des citernes. L'établissement dispose également d'une station-service.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est à noter, un manque d'assurance de l'exploitant quant à la configuration exacte du réseau relatif au traitement des effluents issus des stations de lavage intérieur et extérieur, une méconnaissance des capacités d'abattements du système de traitement en place, l'absence de dispositifs normés permettant l'installation de matériel à usage des prélèvements et mesure de

débites des rejets aqueux pré-traités. A contrario, on peut noter une attention particulière portée par l'exploitant sur le suivi, l'entretien et la maintenance des appareils en place. Les réponses de l'exploitant apportées aux points potentiels de non-conformités soulevés dans ce rapport, associée à la stabilisation du poste de responsable QHSE en local, devraient permettre d'aboutir à une situation mieux maîtrisée en terme de suivi des effluents issus de l'activité de lavage des citernes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...) aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un emplacement, situé entre la sortie du traitement et la canalisation d'évacuation des effluents traités, permet à un laboratoire d'intercaler un « bol » dans lequel peut être disposée la crépine d'aspiration permettant d'effectuer un prélèvement, mais dans des conditions dégradées (pas de canal, pas de regard). C'est à ce même endroit que sont réalisés les contrôles d'autosurveillance. Quant à la mesure du débit, l'absence de canal de mesure ne permet pas au laboratoire en charge du contrôle inopiné eau d'installer son matériel pour mesurer le débit passé pendant les 24 heures de contrôle ; il utilise donc la donnée fournie par l'exploitant.</p> <p>Un doute subsiste sur le bon positionnement des appareils de contrôle, car selon l'exploitant, les effluents issus des stations de lavage intérieures et extérieures, après avoir transité via 3 bacs de décantation, se retrouvent au niveau d'un regard dans lequel est positionné une sonde, qui selon le paramétrage fixé, laisse passer les effluents directement vers le réseau d'eau d'assainissement de la commune de Pont l'Evêque, soit les redirigent vers le système de traitement, par l'activation d'une vanne guillotine. Si telle est la configuration du réseau, une part non négligeable des rejets échappe au contrôle puisque le contrôle ne se fait qu'en sortie du système de traitement.</p> <p>La tentative, sur le terrain, de recherche de l'exutoire du tuyau d'évacuation des effluents traités n'a pas abouti. Ainsi, le plan des réseaux consulté ne semble pas totalement en adéquation avec le constat fait sur le terrain.</p> <p>Par ailleurs, compte tenu de l'installation en place, un prélèvement asservi au débit est impossible. Le laboratoire en charge du contrôle inopiné eau a donc programmé un prélèvement asservi au temps (60 ml toutes les 8 minutes) avec mesure du pH et de la température toutes les minutes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant confirme ou infirme la configuration du réseau telle qu'évoquée lors de l'inspection et apporte les éléments nécessaires à la justification de la configuration en présence. Il met à jour son plan des réseaux suivant les conclusions de ses prospections. - L'exploitant justifie du bon positionnement du point de contrôle de ses effluents. - L'exploitant précise de quelle manière est paramétrée la sonde permettant la fermeture de la

<p>vanne guillotine.</p> <p>- L'exploitant étudie la possibilité d'installer un dispositif qui permette de réaliser le prélèvement d'un échantillon 24h dans des conditions plus satisfaisantes qu'actuellement.</p> <p>L'ensemble de ces éléments est attendu dans un délai de 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'installation en présence, une mesure normée du débit est impossible. Pour ce faire, l'exploitant utilise le compteur d'eau secondaire, en place sur la canalisation alimentant la chaudière de production d'eau chaude utilisée exclusivement pour les postes de lavage des citernes intérieur et extérieur.</p> <p>La mise en place d'un dispositif permettant d'installer un appareil de mesure de débit en sortie du système de traitement doit être étudié afin notamment de permettre la réalisation d'un prélèvement asservi au débit sur une durée de 24 heures, comme le prévoit la réglementation et fiabiliser la donnée relative au débit rejeté.</p> <p>L'exploitant a présenté son dispositif de suivi, de contrôle et de maintenance de l'ensemble des appareils en lien avec l'activité de lavage des citernes, intitulé « fréquentiel de maintenance de la station de lavage ». Cette fiche est renseignée tous les jours par les opérateurs qui effectuent les tâches prévues aux périodicités prévues. Parmi ces tâches à effectuer, on peut noter le changement hebdomadaire des filtres de la station de traitement, le relevé journalier des indices des compteurs d'eau soutirée au réseau AEP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant étudie la possibilité d'installer un dispositif conforme aux normes en vigueur permettant la mesure du débit en sortie du système de traitement. Cette étude, associée à un échéancier de réalisation, est transmise à l'inspection des installations classées au plus tard au 31 décembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux.</p> <p>La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.</p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.</p> <p>Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en oeuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre.</p> <p>A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un préleveur. L'autosurveillance est sous-traitée à la SAUR qui intervient avec son propre matériel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifie que la SAUR bénéficie d'une accréditation pour le prélèvement des eaux résiduaires selon la norme FD T 90-523-2, propose le cas échéant, une alternative pour réaliser ses contrôles d'autosurveillance et en informe l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
Prescription contrôlée : Extraits : Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation. La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix. La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement). Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse. La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier. En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord. Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.
Constats : L'exploitant sous-traite son autosurveillance à la SAUR qui intervient mensuellement pour effectuer des prélèvements et analyses qui sont ensuite transmises à l'exploitant ; il n'effectue pas d'échantillonnage. La confirmation ou l'infirmité de l'accréditation de la SAUR permettra de conclure sur la conformité de la manière selon laquelle est réalisé l'échantillonnage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une justification de l'accréditation de la SAUR pour le prélèvement des eaux résiduelles selon la norme FD T 90-523-2 est attendue de la part de l'exploitant, tel que déjà demandé au point de contrôle N°3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Le rejet (des eaux issues du lavage des citernes pré-traitées) est raccordé au réseau d'assainissement de la ville de PONT L'EVEQUE. Le dernier regard (dans lequel s'engouffrent les effluents pré-traités), visible avant raccordement sous-terrain au réseau de la ville, ne présentait pas de désordre particulier.

Type de suites proposées : Sans suite